

	EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL DE BORDEAUX METROPOLE	Délibération
	Séance publique du 11 juillet 2025	N° 2025-313

Convocation du 4 juillet 2025

Aujourd'hui vendredi 11 juillet 2025 à 09h30 le Conseil de Bordeaux Métropole s'est réuni, dans la Salle du Conseil sous la présidence de Madame Christine BOST, Présidente de Bordeaux Métropole.

ETAIENT PRESENTS :

M. Dominique ALCALA, Mme Géraldine AMOUROUX, Mme Stephanie ANFRAY, Mme Amandine BETES, Mme Claudine BICHET, Mme Brigitte BLOCH, M. Patrick BOBET, Mme Simone BONORON, Mme Christine BOST, Mme Pascale BOUSQUET-PITT, Mme Myriam BRET, Mme Pascale BRU, M. Eric CABRILLAT, Mme Sylvie CASSOU-SCHOTTE, M. Alain CAZABONNE, M. Olivier CAZAUX, M. Thomas CAZENAVE, M. Gérard CHAUSSET, Mme Camille CHOPLIN, M. Max COLES, M. Didier CUGY, Mme Béatrice DE FRANÇOIS, M. Stéphane DELPEYRAT-VINCENT, M. Gilbert DODOGARAY, M. Christophe DUPRAT, M. Jean-François EGRON, M. Olivier ESCOTS, Mme Anne FAHMY, M. Bruno FARENIAUX, M. Loïc FARNIER, Mme Véronique FERREIRA, M. Jean-Claude FEUGAS, Mme Françoise FREMY, M. Alain GARNIER, M. Guillaume GARRIGUES, Mme Anne-Eugénie GASPARD, M. Nordine GUENDEZ, M. Maxime GHESQUIERE, M. Frédéric GIRO, M. Laurent GUILLEMIN, M. Pierre HURMIC, M. Radouane-Cyrille JABER, Mme Delphine JAMET, Mme Sylvie JUSTOME, Mme Andréa KISS, M. Michel LABARDIN, M. Patrick LABESSE, Mme Nathalie LACUEY, M. Gwénaél LAMARQUE, Mme Fannie LE BOULANGER, Mme Harmonie LECERF MEUNIER, Mme Anne LEPINE, Mme Zeineb LOUNICI, M. Matthieu MANGIN, M. Jacques MANGON, M. Guillaume MARI, M. Stéphane MARI, M. Baptiste MAURIN, Mme Claude MELLIER, M. Thierry MILLET, M. Fabrice MORETTI, M. Marc MORISSET, Mme Marie-Claude NOEL, M. Patrick PAPADATO, Mme Céline PAPIN, Mme Pascale PAVONE, M. Stéphane PFEIFFER, M. Philippe POUTOU, M. Jean-Jacques PUYOBRAU, Mme Isabelle RAMI, M. Franck RAYNAL, Mme Marie RECALDE, M. Michael RISTIC, M. Fabien ROBERT, M. Clément ROSSIGNOL-PUECH, Mme Karine ROUX-LABAT, M. Alexandre RUBIO, Mme Nadia SAADI, Mme Béatrice SABOURET, M. Emmanuel SALLABERRY, Mme Brigitte TERRAZA, M. Jean-Baptiste THONY, M. Serge TOURNERIE, M. Jean TOUZEAU, M. Thierry TRIJOULET, M. Jean-Marie TROUCHE, Mme Josiane ZAMBON.

EXCUSE(S) AYANT DONNE PROCURATION :

M. Christian BAGATE à M. Fabrice MORETTI
Mme Christine BONNEFOY à Mme Karine ROUX-LABAT
Mme Fatiha BOZDAG à Mme Zeineb LOUNICI
Mme Typhaine CORNACCHIARI à M. Gérard CHAUSSET
Mme Laure CURVALE à M. Maxime GHESQUIERE
Mme Nathalie DELATTRE à M. Patrick BOBET
Mme Eve DEMANGE à Mme Camille CHOPLIN
Mme Daphné GAUSSENS à M. Gwénaél LAMARQUE
Mme Fabienne HELBIG à Mme Anne FAHMY
Mme Sylvie JUQUIN à Mme Anne LEPINE
M. Nicolas PEREIRA à Mme Béatrice SABOURET
M. Jérôme PESCHINA à M. Eric CABRILLAT
M. Michel POIGNONEC à M. Michel LABARDIN
M. Patrick PUJOL à M. Dominique ALCALA
M. Benoît RAUTUREAU à Mme Pascale PAVONE
M. Bastien RIVIERES à Mme Sylvie CASSOU-SCHOTTE

EXCUSE(S) :

Monsieur Pierre De Gaétan N'JIKAM MOULIOM.

EXCUSE(S) EN COURS DE SEANCE :

LA SEANCE EST OUVERTE

	Conseil du 11 juillet 2025	Délibération
	ADG Action Climatique et Transition Energétique	N° 2025-313

Contrat d'objectifs entre Bordeaux Métropole et la régie de l'eau - Décision - Autorisation

Madame Sylvie CASSOU-SCHOTTE présente le rapport suivant,

Mesdames, Messieurs,

Par délibération en date du 12 avril 2024, Bordeaux Métropole a acté le franchissement d'une nouvelle étape dans le pilotage de ses services publics relatifs au cycle de l'eau en intégrant au périmètre de gestion de la Régie de l'Eau Bordeaux Métropole les services de l'assainissement collectif et des eaux pluviales urbaines au 1er janvier 2026. Cette décision s'inscrit dans la continuité des choix stratégiques déjà opérés en 2020, avec le recours à un mode de gestion en Régie, sous la forme d'une Régie dotée de la personnalité morale et de l'autonomie financière pour les services de l'eau et de l'assainissement non collectif au 1er janvier 2023. Des missions relatives à la défense extérieure contre l'incendie et à la Gestion des Milieux Aquatiques et de la Prévention des Inondations sont également confiées à la Régie dans le cadre de prestations annexes.

L'intégration de la gestion publique de l'assainissement collectif et de la gestion des eaux pluviales urbaines à la Régie de l'Eau Bordeaux Métropole va permettre une maîtrise complète du petit cycle de l'eau et des services publics afférents en abordant leurs enjeux comme un ensemble tout en utilisant les opportunités de mutualisation de gestion pour en garantir le juste prix. Elle offre ainsi une réponse au développement futur et à la résilience de la métropole de Bordeaux dans ses dimensions économiques, écologiques et sociales.

Dans un contexte climatique de plus en plus incertain et exigeant, la gestion publique est la garantie d'une capacité d'adaptation permanente aux ajustements stratégiques et à la nécessaire réactivité opérationnelle de leur déclinaison.

Consciente que les grands équilibres territoriaux passent par une gestion responsable et intégrée de l'eau, et que les axes stratégiques du contrat ne peuvent être traités en silos, Bordeaux Métropole s'engage à porter ces enjeux dans les politiques d'aménagement, de mobilité, de voirie et d'urbanisme. Ainsi, les projets portés sur le territoire, qu'il s'agisse de constructions, de requalifications d'espaces publics ou d'infrastructures de transport, contribueront à la préservation de la ressource, la limitation de l'imperméabilisation des sols ou encore le renforcement de la résilience urbaine face aux dérèglements climatiques. Seule une action publique cohérente et anticipatrice permettra d'éviter les ruptures, les surcoûts ou les dysfonctionnements techniques, et d'atteindre nos ambitions communes. Cet engagement politique est une condition de réussite pour faire de l'eau un bien commun pleinement intégré.

Fondements du Contrat d'objectifs

Le choix du mode de gestion en Régie personnalisée implique la mise en place d'un document organisant la relation entre Bordeaux Métropole, Autorité Organisatrice, et son opérateur, la Régie de l'Eau Bordeaux Métropole.

Il convient de formaliser cette relation par un document : c'est le fondement du présent

contrat d'objectifs. Bordeaux Métropole, en qualité d'Autorité Organisatrice, et sa Régie entendent travailler en transparence et dans une logique de respect des missions de chacun :

Bordeaux Métropole :

- définit la politique et les stratégies des services,
- détermine les conditions d'exercice des services : objectifs et niveau de performance de service attendu,
- fixe les orientations notamment en matière de prix de l'eau et de tarification conformément à la législation en vigueur, de qualité de service, de gestion de la ressource, d'économie d'eau, de sécurité d'approvisionnement et de sûreté,
- évalue la politique publique, contrôle la gestion des services par la Régie et assure la transparence vis-à-vis de l'utilisateur,
- assure les relations partenariales et institutionnelles en lien avec les autres acteurs du grand cycle de l'eau (Etat, Agence de l'eau, collectivités et syndicats...),
- établit et révisé les documents cadres au service de l'aménagement du territoire,
- valide les orientations générales relatives à la politique d'information, de communication et de promotion des services auprès des usagers, présentées par la Régie, et valide le plan de communication de la Régie,
- définit les règlements des services et les délibère,
- assure l'exercice du pouvoir de police de l'assainissement,
- définit le régime des biens des services, et s'assure du transfert, de l'affectation ou de la mise à disposition des biens et moyens indispensables à l'exercice des services confiés. Elle détermine la dotation initiale faite à la Régie.

La Régie de L'Eau Bordeaux Métropole, opérateur public unique :

- est responsable du bon fonctionnement des services confiés et se doit d'assurer la continuité du service public,
- met en œuvre les moyens et les actions permettant d'atteindre les objectifs fixés par l'Autorité Organisatrice pour l'ensemble des services,
- rend compte auprès de l'Autorité Organisatrice du niveau de service rendu et des actions engagées et plus généralement de son activité.

Les relations entre Bordeaux Métropole et la Régie doivent permettre de garantir un alignement stratégique de la Régie sur les orientations de la Métropole, une parfaite coordination des services opérationnels en charge de l'exploitation et des travaux et un rendu-compte de l'activité de la Régie auprès de la Métropole, lui permettant de s'assurer de l'atteinte des objectifs déterminés.

Objectifs du Contrat

Dans ce contexte, Bordeaux Métropole et la Régie de L'Eau Bordeaux Métropole conviennent dans le cadre du présent contrat de :

- préciser les relations entre Bordeaux Métropole et sa Régie et fixer les missions de chacune des parties,
- fixer les objectifs et les performances à atteindre par la Régie,
- définir les modalités de contrôle de la Régie par l'Autorité Organisatrice, les indicateurs permettant d'évaluer la qualité des services publics et l'atteinte des objectifs, préciser le rendu compte des activités de la Régie,

Le présent Contrat traduit l'ambition commune de Bordeaux Métropole et de la Régie de L'Eau Bordeaux Métropole de garantir la continuité et la qualité du service rendu à l'utilisateur au meilleur prix, dans le respect des valeurs de performance, d'humanité, d'exemplarité et d'innovation, et dans une logique de respect des responsabilités et missions de chacun.

Bases de l'élaboration du Contrat d'objectifs

Contrat d'objectifs actuel et principes de son évolution vers le présent contrat

Le présent contrat d'objectifs est une évolution du premier contrat d'objectifs, actuellement en vigueur, mis en application au 1er janvier 2023 sur le périmètre des compétences dont la gestion a été confiée à la Régie en 2023 (eau potable, eaux industrielles et assainissement

non collectif). Le présent contrat intègre quant à lui les enjeux, les indicateurs et objectifs associés liés aux compétences assainissement collectif et gestion des eaux pluviales urbaines.

L'identification d'enjeux stratégiques communs aux différentes compétences du petit cycle de l'eau a donc nécessité un nouvel ordonnancement qui modifie le contrat dans sa structure mais pas, pour l'essentiel, sur le fond. Ainsi, la plupart des engagements et des objectifs fixés en 2023 (pour la quarantaine d'indicateurs définis à l'époque) a été conservé, à l'exception de certains, comme :

- les délais de réalisation de devis et travaux de branchements neufs : une harmonisation entre l'eau potable et l'assainissement a été faite pour définir un objectif commun eau et assainissement,
- l'indicateur lié à l'empreinte énergie, déjà pris en compte dans l'indicateur empreinte carbone : l'indicateur évolue et demande la fourniture par la Régie, fin 2025, d'un plan de transition détaillé après le premier bilan carbone, puis la mise en place d'un bilan carbone tous les 3 ans
Le montant alloué à la recherche (400 K€) est supprimé car il ne reflète pas l'activité de la Régie dans ce domaine
- les dates d'obtention des certifications qualité sont replanifiées pour prendre en compte différents éléments dont notamment l'intégration de l'assainissement et de la gestion des eaux pluviales au 1er janvier 2026. Cette évolution majeure de la Régie va nécessiter un temps d'adaptation pour l'intégration, l'uniformisation de cultures d'entreprise, managériales différentes. La mise en place d'un management intégré responsable au sein de la Régie demeure un objectif important dans sa structuration, garant de son efficience future.

Il convient de rappeler que les indicateurs de performance des services de l'assainissement collectif et de la gestion des eaux pluviales urbaines ont été construits à partir des objectifs fixés au délégataire actuel SABOM dans le contrat de délégation de service public et de la performance du délégataire sur les années passées. L'objectif premier du présent contrat d'objectifs est la continuité, le maintien du niveau de service rendu à l'utilisateur.

Structuration du présent contrat

Un ambitieux exercice de co-construction a été mené au printemps 2024 et a permis l'expression d'un ensemble de points de vue riches et variés, émanant aussi bien d'élus incarnant les différentes attentes et priorités politiques associées à ces services que de cadres territoriaux au sein des directions de Bordeaux Métropole, tous garants d'une exigence de qualité de service au quotidien et de durabilité des actifs des services sur le long terme.

Ces réflexions se sont déclinées selon 5 grands axes stratégiques, englobant l'ensemble des enjeux et thématiques auxquels doivent répondre ces services essentiels (l'eau potable, l'assainissement collectif et non collectif, la gestion des eaux pluviales urbaines) à la population à court, moyen et long terme. Les échanges intervenus en 2024 ont permis de définir ainsi ces 5 axes, qui structurent le présent contrat :

- axe n°1 : une gouvernance exemplaire
- axe n°2 : l'optimisation du rapport entre qualité, continuité et coût du service rendu
- axe n°3 : la contribution des services d'eau, d'assainissement et de gestion des eaux pluviales urbaines à la résilience du territoire face aux enjeux environnementaux et climatiques
- axe n°4 : l'intégration des enjeux eau potable, assainissement et pluvial dans les politiques d'aménagement et de développement du territoire
- axe n°5 : un dispositif tarifaire adapté aux enjeux stratégiques des services d'eau, d'assainissement et de gestion des eaux pluviales urbaines

L'axe n°1 définit les enjeux, responsabilités et mécanismes d'une gouvernance qui se veut exemplaire entre l'Autorité Organisatrice Bordeaux Métropole et la Régie de l'Eau Bordeaux Métropole :

Les axes n°2, 3 et 4 se déclinent en plans d'actions mettant l'accent soit sur la performance de l'exploitation, soit sur l'anticipation stratégique et l'adaptation du patrimoine aux enjeux

d'avenir à l'horizon 2050.

Enfin, l'axe n°5 se focalise sur le sujet des tarifs, étroitement lié aux processus de pilotage budgétaire et de programmation pluriannuelle d'investissements de la Régie, mais dépendant également des orientations métropolitaines en termes de stratégie tarifaire.

Le contrat d'objectifs a également été coconstruit avec l'ensemble des directions métropolitaines concernées, par une large concertation et consultation des services. Le contrat d'objectifs intègre ainsi des propositions tenant compte de tous les enjeux des services, et des politiques publiques portées par Bordeaux Métropole.

Le contrat d'objectifs a aussi fait l'objet d'échanges avec les équipes de la Régie, afin notamment de s'assurer que celle-ci disposera des moyens humains et financiers permettant d'atteindre les objectifs fixés par l'Autorité organisatrice dans le contrat.

Durée du contrat d'objectifs

Le présent Contrat s'applique pendant toute la durée d'existence de la Régie.

Une réévaluation de la convention et des conditions d'exploitation du service par la Régie sera effectuée au cours de l'année 2028, se traduisant par des ajustements à compter du 1er janvier 2029.

De plus, il est convenu que le niveau de suivi et les modalités de gouvernance du contrat pourront évoluer, en fonction de la progression et de la maturité de la collaboration entre Bordeaux Métropole et la Régie. Ces évolutions pourraient nécessiter une révision plus structurelle du contrat, le cas échéant.

Périmètre fonctionnel et géographique du contrat d'objectifs

Il porte sur les missions assurées statutairement par la Régie au 1er janvier 2026, à savoir la gestion des services publics suivants : l'eau potable, l'eau industrielle, l'assainissement collectif et non collectif des eaux usées, ainsi que la gestion des eaux pluviales urbaines.

Dans le respect des statuts de la Régie, le périmètre géographique du contrat est le suivant :

- pour la gestion du service de l'eau potable : il correspond à celui de l'Eau Bordeaux Métropole (hors SIAO de Carbon Blanc, et hors SIAEA de Martignas-sur-Jalle/Saint-Jean-d'Illac), soit 23 des 28 communes du territoire métropolitain. Pour la gestion de l'assainissement non collectif : 27 des 28 communes du territoire métropolitain, à l'exception de la commune de Martignas-sur-Jalle dont la gestion est assurée par le SIAEA.
- pour la gestion de l'eau industrielle : il correspond à l'ensemble du territoire métropolitain (28 communes). Le réseau de l'Eau Industrielle de la Presqu'île d'Ambès dessert à ce jour les communes d'Ambès, Saint-Louis-de-Montferrand, Ambarès-et-Lagrave et Bassens.
- pour la gestion du service de l'assainissement collectif : 27 des 28 communes du territoire métropolitain, à l'exception de la commune de Martignas-sur-Jalle dont la gestion est assurée par le SIAEA. Pour la gestion des eaux pluviales urbaines : l'ensemble du territoire métropolitain (28 communes).

Le contenu du Contrat d'objectifs :

AXE 1 – Une gouvernance exemplaire

Bordeaux Métropole et la Régie de l'Eau Bordeaux Métropole ont convenu de mettre en place une gouvernance exemplaire, reposant sur une relation de confiance fondée sur la transparence, la régularité des échanges et la capacité à anticiper les dérives ou difficultés. Cette gouvernance distingue deux horizons : un pilotage rapproché à court terme, indispensable à la stabilisation des services à la suite du passage en gestion publique, et un horizon de moyen à long terme qui privilégiera un dialogue stratégique sur les grands enjeux patrimoniaux et la performance globale du service.

Les trois instances principales structurant cette gouvernance (comité stratégique, comité de direction, comité technique), réunissant les représentants de la Régie et de la Métropole garantissent une co-construction constante des priorités et plans d'actions, la fluidité dans leur mise en œuvre et leur suivi et une forte réactivité en cas d'incident ou de dérive.

La Régie est tenue de produire des tableaux de bord trimestriels, un rapport annuel d'activité détaillé, et de transmettre l'ensemble des informations nécessaires au suivi contractuel, notamment via une plateforme d'échange numérique. La politique de gouvernance inclut également un programme d'audits, des engagements sur la qualité de la relation usagers et un plan de communication validé en comité.

La Régie s'engage à porter en son sein les objectifs métropolitains de responsabilité sociale.,.

La Régie s'engage à entretenir des liens étroits avec les communes et les acteurs du territoire, en appui à la représentation métropolitaine dans les instances et institutions agissant dans le domaine de l'eau et de l'assainissement. Elle affirme son ambition en matière de certification en mettant en œuvre une démarche d'amélioration continue fondée sur l'obtention progressive des certifications.

Elle développe également une dynamique d'innovation pour renforcer la performance de ses services et anticiper les évolutions technologiques et environnementales. Enfin, elle assure une gestion rigoureuse des biens des services, des documents d'activité et des données, garantissant la continuité et la sécurité des services publics confiés.

AXE 2 – Optimisation du rapport entre qualité/continuité et coût du service rendu

Cet axe se concentre la qualité du service rendu et la continuité de service attendu.

Pour l'une et l'autre, le contrat d'objectifs vise à dimensionner de façon équilibrée les ambitions et objectifs de performance fixés à la Régie de façon à assurer d'une part un niveau de service exemplaire, un fonctionnement fiable et durable des installations et une capacité de rétablissement rapide du service en cas d'interruption, et d'autre part un coût d'exploitation raisonnable permettant de garder une maîtrise sur les charges et sur les tarifs facturés aux usagers.

A chacune de ces missions sont associés des plans d'actions et objectifs traduisant soit une ambition de performance dans l'exploitation quotidienne, soit des enjeux de renforcement et d'adaptation du patrimoine et des modes opératoires des Services à différents horizons de temps (court, moyen et long terme).

L'optimisation du service rendu repose sur la capacité à garantir un haut niveau de qualité, une continuité exemplaire du service et une maîtrise rigoureuse des coûts.

Des schémas directeurs sont en cours de mise en œuvre, d'actualisation ou de réalisation pour chaque service (eau potable, assainissement, pluvial), et doivent servir de fondement à une programmation pluriannuelle d'investissements cohérente avec les besoins du territoire.

La Régie doit assurer la production et la distribution d'une eau conforme à la réglementation sanitaire, tout en anticipant les risques en matière de sécurité et de sûreté des installations d'eau et d'assainissement et notamment des points de prélèvement. L'exploitation doit se faire avec un effort permanent d'optimisation des charges, d'amélioration du rendement des réseaux, de réduction des pertes et d'anticipation des travaux de renouvellement.

Bordeaux Métropole fixe comme enjeu majeur à la régie des objectifs en termes de qualité de service. La satisfaction des usagers est mesurée par des indicateurs qualitatifs et quantitatifs, se traduisant par des engagements précis en matière de disponibilité des services, de réactivité face aux sollicitations, de clarté des informations fournies et de simplicité des démarches proposées aux usagers. Le suivi de la satisfaction repose sur des enquêtes régulières, des indicateurs de performance dédiés et un plan d'actions correctives en cas d'écarts constatés.

La Régie s'engage également dans l'obtention de la certification NF345 - Relation Client, gage de qualité reconnue nationalement.

Par ailleurs, la régie s'engage à mettre en place des dispositifs spécifiques pour accompagner les publics en situation de fragilité, avec une attention particulière portée à l'accessibilité des services, à la prise en charge des demandes sensibles et à l'accompagnement dans les démarches administratives.

La résilience des services est au cœur des attentes de Bordeaux Métropole et des actions à

entreprendre par la Régie, notamment en matière de pérennité des ressources, d'évolution des modes d'exploitation actuels, de renforcement et d'adaptation des capacités et caractéristiques techniques des installations, de prise en compte des nouvelles contraintes réglementaires comme en matière de cybersécurité (NIS2), d'organisation des astreintes et de la réactivité face aux interruptions de service non programmées nécessitant des interventions urgentes, d'anticipation et de préparation face aux différents risques de crise, etc.

Sur le moyen et plus long terme, la résilience des services passe aussi par une gestion patrimoniale proactive qui doit permettre non seulement d'assurer la continuité de service, grâce à la fiabilité des ouvrages et des équipements, mais aussi de préparer le patrimoine à répondre aux défis futurs de la transition écologique sans reporter sur les générations futures la réalisation d'investissements et de renouvellements trop importante.

Pour ce faire, la Régie devra renforcer la connaissance des caractéristiques et de l'état des différents patrimoines visible (équipements, usines, postes de pompage, bassins de stockage d'eaux pluviales...), invisible (canalisations, branchements...), clientèle (compteurs, équipements de télérelève, données de la base client...), documentaire et foncier. La Régie devra aussi définir une stratégie de gestion des actifs matériels et immatériels visant à garantir un haut niveau de disponibilité et de fonctionnement des ouvrages, canalisations et équipements, basé sur une politique d'exploitation, maintenance et renouvellement optimisée et au meilleur coût.

AXE 3 – Contribution des services d'eau, d'assainissement et de gestion des eaux pluviales urbaines à la résilience du territoire face aux enjeux environnementaux et climatiques

La Régie de l'Eau Bordeaux Métropole est appelée à jouer un rôle central dans la transition environnementale et l'adaptation du territoire au changement climatique. Elle doit préserver durablement la ressource en eau, depuis son prélèvement jusqu'à sa restitution au milieu naturel. Cette mission implique la mise en œuvre de mesures de gestion quantitative (de développement des ressources classiques ou non conventionnelles pour des usages « non potable » mais aussi de maîtrise des fuites et du rendement), la sécurisation des captages, l'anticipation des effets du dérèglement climatique sur la disponibilité de l'eau.

L'ensemble des systèmes d'assainissement devra être conforme, performant et maintenu en état optimal afin de limiter l'impact des rejets sur les milieux aquatiques. La qualité des rejets, y compris lors d'épisodes pluvieux, doit être maîtrisée grâce à des ouvrages de traitement adaptés, des capacités de stockage suffisantes et une gestion intelligente des flux.

La Régie contribue également à la prévention des inondations en développant, conformément au schéma directeur, des ouvrages de gestion des eaux pluviales et en assurant la gestion et la disponibilité des ouvrages pluviaux existants. Elle contribue à la stratégie Gemapi de la Métropole là où existent des interactions avec les eaux pluviales urbaines.

L'action de la Régie doit s'articuler avec les objectifs du Plan Climat Air Énergie Territorial et viser un modèle sobre, circulaire et résilient. Elle est ainsi chargée de réduire l'empreinte carbone des services, en particulier via la maîtrise des consommations d'énergie, de développer la production d'énergie renouvelables notamment par la production de biogaz valorisé et de réduire les prélèvements en eau.

Elle s'engage enfin à contribuer activement à la biodiversité urbaine en préservant les zones humides, en renforçant les pratiques de gestion raisonnées et adaptées sur les sites à enjeux et à potentiel, en contribuant au programme « 1 million d'arbres ».

AXE 4 – Intégration des enjeux eau potable, industrielle, pluvial et assainissement dans les politiques d'aménagement et de développement du territoire

Cet axe affirme la volonté de Bordeaux Métropole d'inscrire les enjeux du cycle de l'eau, de « ville perméable » au cœur de ses politiques publiques d'aménagement et de développement du territoire.

Pour guider l'action de la régie, des plans d'actions et objectifs s'appliquant soit au niveau opérationnel, soit au niveau stratégique ont été définis au contrat d'objectifs :

- la Régie contribue à la révision des documents stratégiques (Politique de l'Eau, schémas directeurs, zonages d'assainissement), aux procédures de planification (PLU, projets d'aménagement), à la production de doctrines, à leur diffusion et aux opérations d'aménagement en phase de conception et de réalisation,
- elle intervient en amont des projets pour anticiper les besoins en infrastructures, dimensionner les réseaux, promouvoir la gestion des eaux pluviales à la source et intégrer des solutions techniques adaptées aux enjeux climatiques,
- des procédures de coordination sont formalisées pour articuler les actions de la Régie avec les chantiers métropolitains (voirie, réseaux, espaces publics),
- la Régie apporte son expertise dans la conception de quartiers plus résilients, intégrant la récupération des eaux de pluie, la réutilisation des eaux usées traitées, la création de trames vertes et bleues et la limitation de l'artificialisation des sols. Elle participe à l'élaboration et la mise en œuvre d'une stratégie « ville perméable », dans une logique de sobriété foncière et de performance environnementale. La collaboration étroite avec les communes et les partenaires institutionnels est encouragée pour garantir une approche cohérente, partagée et adaptée aux spécificités locales.

AXE 5 – Un dispositif financier adapté aux enjeux stratégiques des services d'eau, d'assainissement et de gestion des eaux pluviales urbaines

Au regard des investissements à engager pour répondre aux enjeux stratégiques définis, des objectifs et actions ont été définis visant à s'assurer de la conciliation des objectifs sociaux et environnementaux de Bordeaux Métropole avec les enjeux de durabilité du service tout en assurant la maîtrise de la facture pour les usagers.

Pour cela, une démarche de prospective pluriannuelle est mise en œuvre, avec des simulations financières intégrant les besoins d'investissement, les évolutions de charges, les projections de consommation et la politique sociale de l'eau. Le dialogue budgétaire est formalisé à travers un calendrier partagé entre la Métropole et la Régie, incluant l'élaboration d'un budget prévisionnel, un bilan d'exécution, et une évaluation de la trajectoire financière.

La gestion des eaux pluviales urbaines relevant quant à elle du budget général des collectivités fait l'objet, à ce titre, d'une subvention d'équilibre entre Bordeaux Métropole et la Régie. Une convention budgétaire triennale spécifique est ainsi prévue pour le financement du service de gestion des eaux pluviales urbaines.

Les éventuelles évolutions tarifaires devront respecter la politique tarifaire de Bordeaux Métropole et seront décidées dans le respect de la réglementation en vigueur. Elles devront s'inscrire dans un cadre pluriannuel cohérent avec les objectifs de service.

Ceci étant exposé, il vous est demandé, Mesdames, Messieurs, de bien vouloir, si tel est votre avis, adopter les termes de la délibération suivante :

Le Conseil de Bordeaux Métropole

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment l'article L5217-2,

VU la délibération n° 2020-551 du Conseil de Bordeaux Métropole en date du 18 décembre 2020, approuvant le recours à une régie, sous la forme d'une régie dotée de la personnalité morale et de l'autonomie financière, pour l'exploitation des services publics de l'eau potable, de l'eau industrielle, et de l'assainissement non collectif au 1er janvier 2023,

VU la délibération n°2024-165 du Conseil de Bordeaux Métropole en date du 12 avril 2024, approuvant l'intégration au périmètre de gestion de la Régie de l'Eau Bordeaux Métropole les services de l'assainissement collectif et de gestion des eaux pluviales urbaines au 1er janvier 2026

VU la délibération n° 2020-552 du Conseil de Bordeaux Métropole en date du 18 décembre 2020, approuvant la création de la régie dotée de l'autonomie financière et de la personnalité juridique dénommée « Régie de L'Eau Bordeaux Métropole »,

VU la délibération n° 2024-164 du Conseil de Bordeaux Métropole en date du 12 avril 2024 modifiant les statuts de la Régie de l'Eau Bordeaux Métropole,

ENTENDU le rapport de présentation

- le rôle d'Autorité organisatrice des services incombant à Bordeaux Métropole et renvoie à la notion d'organisation et de maîtrise d'un service par la personne publique responsable de ce service. Il implique, quel que soit le mode de gestion retenu, que la Métropole décide des orientations stratégiques du service à long terme et de la mise en œuvre des enjeux identifiés,
- la conclusion d'un contrat d'objectifs entre Bordeaux Métropole et la Régie de L'Eau Bordeaux Métropole permet de fournir un cadre de référence pour mettre en œuvre la stratégie et la politique de l'eau de la Métropole, tout en assurant une autonomie de l'EPIC dans ses décisions,
- le présent contrat traduit l'ambition commune de Bordeaux Métropole et de la Régie de L'Eau Bordeaux Métropole de garantir la continuité des services publics, la performance et la qualité au meilleur prix du service rendu à l'utilisateur,